

Et si les petites fermes étaient l'avenir de l'agriculture ?

Un tiers des exploitations agricoles françaises sont des "petites fermes". "Archaïques", "condamnées à disparaître", les préjugés qu'elles subissent ont la vie rude. Pourtant, en favorisant la biodiversité, créant de l'emploi ou maintenant le tissu social, les petites fermes montrent le chemin aux plus grandes.



Claye-Souilly (Seine-et-Marne), reportage

Les bâtiments tournent le dos aux derniers pavillons s'égrainant le long de la nationale regardent vers la forêt. Le vent apporte le bruit de fond des voitures, qui se mêle aux chants des oiseaux, perturbés par quelques caquètements, puis des pas assourdis par le sol terreux. C'est un rituel : tous les matins, Isabelle Godard remplit ses seaux de céréales, traverse la cour, avant d'ouvrir les portes du poulailler dans une volée de plumes rousses.

En cette fin février, la ferme n'accueille plus qu'une seule petite "bande" de 90 poules pondeuses. Bientôt arriveront de nouveaux poussins pour les volailles de chair, qui viendront remplir les deux autres poulaillers : la ferme produit également 600 poulets, oies, canards et pintades par an. Tout ce petit monde n'est nourri qu'avec des céréales produites sur place.

Cet effectif est une broutille comparée aux exploitations de milliers de volatiles qui donnent à la France son rang de **cinquième productrice mondiale de volailles**.

"Tous les jours, quand je viens donner à manger, je vérifie l'état des fientes. Avoir de petits poulaillers permet d'être très attentif à l'état sanitaire de chacun, et de pouvoir les soigner en préventif", précise l'agricultrice.

Ainsi, elle évite les antibiotiques, bien qu'ils soient autorisés à petite dose en bio. Autre avantage, ses poules sont bien plus aventureuses que celles des élevages classiques, et mènent réellement leur vie dehors.

"J'ai planté des arbres et aménagé des abris, car, en fait, ce sont des animaux qui n'aiment pas être en terrain dégagé", montre-t-elle.

Avantage, les pommiers ont même permis de faire du jus l'année passée.



Les volailles d'Isabelle Godard.

La tournée matinale se poursuit. Direction les deux serres de 900 mètres carrés chacune, encore vides. Les légumes d'hiver sont en silo, les semis commencent à peine. Justement, trois adhérents de l'Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), abonnés aux paniers de légumes chaque semaine, arrivent pour prêter main-forte.

Tous les jeudis matin, Isabelle présente le programme aux quelques volontaires. Après le café, au boulot : deux commencent à rafistoler les grillages contre les lapins, tandis qu'une troisième se lance dans les semis de mâche.

"Mon envie de m'installer est aussi venue en découvrant les Amap : je voulais mettre en valeur les produits du terroir, mais aussi faire de la vente directe et avoir une dimension associative, éducative. Transmettre des valeurs", raconte Isabelle Godard.

La terre autrefois en monoculture redevient un havre de biodiversité

Devant les serres s'alignent des arbres encore dénudés.

"On a un hectare, la plus grande exploitation de noyers de Seine-et-Marne", s'amuse la paysanne.

C'est en fait la seule du département. Ses yeux se plissent sous son bonnet :

"Ils ont été plantés par mon père."



L'alignement des noyers.

Cette fille d'agriculteur a d'abord fait une maîtrise de biochimie et étudié les sols en laboratoire quelques années avant de décider de revenir à la terre lors de la retraite de son père, en 2011.

Les 90 hectares de terre ont été partagés entre "le TGV, mon frère et moi".

Elle en a récupéré 18, répartis entre le maraîchage, les vergers et les céréales.

Passionnée par les bactéries qui s'épanouissent sous nos pieds, l'ex-biochimiste est inépuisable sur le sujet. À la ferme, tout est pensé pour assurer une fertilité maximale :

"Je me bats pour le modèle de la polyculture-élevage, pour la complémentarité végétal-animal."

Les volailles fournissent la matière organique pour les champs, où poussent les céréales. Les poules, friandes d'insectes, limitent de ce fait les indésirables autour des serres et mangent les déchets de légumes et les céréales.

Au-delà des bâtiments, le regard porte loin sur l'horizon, sans obstacle sur ces plaines à blé typiques de la région parisienne. Sauf sur la parcelle d'Isabelle, plantée en agro-foresterie. Les châtaigniers, pommiers ou robiniers sont encore chétifs, mais viendront bientôt étendre leur ombre au-dessus des semis de céréales.



Toutes les semaines, des Amapiens viennent donner un coup de main.

"Ils viennent apporter de la vie dans le champ de céréales. Et sont un refuge pour les pollinisateurs. C'est très important, car j'ai juste à côté une parcelle de maraîchage", explique-t-elle.

Des fossés volontairement laissés en friche parcourent le terrain, et se peuplent de batraciens dès que la belle saison reparaît. Une mare est aussi en projet. La terre autrefois en monoculture redevient un havre de biodiversité.

Volailles, maraîchage, céréales et même un peu de fruits : peu de fermes en Île-de-France affichent une telle diversité sur une aussi petite surface. Située juste à la périphérie de l'agglomération parisienne, la situation semble idéale :

"Le circuit de distribution est énorme, on peut tout faire si on a la chance d'avoir des terrains dans la région", reconnaît la fermière.

L'exploitation pourrait aisément fournir un deuxième emploi à plein temps, en plus des saisonniers qui viennent prêter main-forte l'été. La quantité de légumes produite et distribuée en Amap pourrait être multipliée par quatre.

"Mais, mon problème est humain, je ne trouve pas d'associé !" s'étonne-t-elle.

La banlieue parisienne a apparemment du mal à séduire les futurs agriculteurs.



La ferme d'Isabelle Godard.

En attendant, Isabelle Godard oscille entre les réseaux de maraîchers bio — elle envisage de se répartir les cultures avec deux collègues pour augmenter la diversité de légumes dans les paniers — et la grosse coopérative du coin, où elle livre la dernière petite partie de ses céréales :

"Je suis une femme, en bio, avec seulement quelques hectares. Comparée à eux, ils n'en reviennent pas que ma ferme soit viable !"

"Les petits exploitants font preuve de créativité et sont innovants"

Selon le modèle agricole dominant en France, une ferme telle que celle d'Isabelle ne devrait pas pouvoir exister. Improductives, dépassées, archaïques, vouées à périr, non concurrentielles...

Les préjugés sur les petites fermes ont la vie dure dans le monde agricole.

"Dans les années 1960, on a dit que la modernité imposait que les fermes s'agrandissent. On est resté dans cette idée : une petite ferme, soit elle disparaît, soit elle s'agrandit", dit Pauline Lécole. Doctorante en agronomie, elle prépare une thèse sur les petites exploitations.

Effectivement, les politiques, le temps et l'organisation du système agricole ont fait — en partie — leur œuvre : les dernières études en date montrent qu'environ un tiers des petites fermes ont disparu entre 2000 et 2007. Les derniers chiffres du recensement agricole indiquent une poursuite du déclin : 8 % du total des exploitations ont disparu entre 2010 et 2013, mais seulement 1 % parmi les moyennes et grandes fermes. Le rythme est donc bien plus soutenu chez les petites.



Pause-café dans la serre.

Celles-ci sont mal en point, mais ont tout de même résisté aux prophéties qui planifiaient carrément leur disparition. Elles existent encore, et les différentes approches économiques s'accordent pour dire qu'elles représentent environ un tiers des fermes françaises. Soit environ 140.000 exploitations selon nos calculs à partir des chiffres du ministère de l'Agriculture.

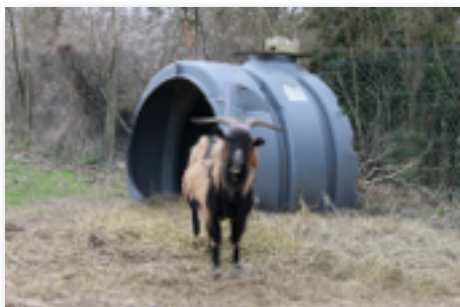
Pas mal ! Elles représentent également un peu plus de 5 % de la surface agricole et créent proportionnellement plus d'emploi : elles cumulent — toujours selon nos calculs — 13 % des "unités de travail annuel".

Et toutes ne sont pas au bord de l'agonie, loin de là.

"En tant qu'économiste, j'ai été surpris de constater à quel point les petits exploitants font preuve de créativité et sont innovants", observe Jean-François Le Clanche, docteur en économie.

Sur les 170 petits exploitants rencontrés pour son étude, un tiers appartenait à la catégorie de ceux qu'il qualifie "d'entrepreneurs" :

"Ils n'hésitent pas à sortir des sentiers battus, vendent en direct, transforment leur produit, sont passionnés et ont un projet de vie autour de leur exploitation."



Le bouc de l'exploitation.

Défendu depuis de nombreuses années par la Confédération paysanne, le syndicat alternatif du monde agricole, le concept de petite ferme n'a pas vraiment de définition officielle.

L'organisation propose des seuils en fonction du type de culture et du nombre d'actifs sur l'exploitation : 30 hectares équivalent blé pour un actif (ce sera moins pour le maraîchage, plus pour du pâturage), 40 pour deux actifs, etc. Soit environ la moitié de la moyenne pour chaque type d'exploitation.

Pour le besoin des calculs, certains économistes fixent, eux, arbitrairement la limite au tiers inférieur des fermes françaises.

"On pourrait dire que ce sont des fermes qui sont installées sur des structures inférieures à ce qui est considéré comme la norme par la majorité des professionnels", avance l'agronome François Léger.

Jacques Caplat, aussi agronome, préfère pour sa part parler de "fermes à taille humaine" :

"Il faut que la ferme soit cohérente du point de vue agronomique. Par exemple, pour des vaches laitières, qu'il y ait adéquation entre le nombre de vaches et les prairies disponibles, mais aussi que la distance des prairies à la salle de traite soit adaptée à ce que peut parcourir une vache en une journée. Et puis, l'agriculteur doit pouvoir créer une relation avec son troupeau, l'observer."

Du côté économique,

"il faut qu'il soit autonome en intrants, et dispose de différents circuits d'écoulement de ses produits pour ne pas être dépendant", poursuit l'agronome.

"Elles maintiennent un paysage agricole plus diversifié"

Pour autant, toutes les petites fermes ne correspondent pas à ce modèle idyllique. Chez les agriculteurs rencontrés par Jean-François Le Clanche, il y en avait aussi proches de la retraite, ayant renoncé à investir dans leur exploitation. Ou d'autres n'attendant que l'occasion de s'agrandir. Une étude complétée par celle — effectuée à partir de statistiques sur toute la France — de l'agro-économiste Philippe Perrier-Cornet.

"La France des petites exploitations est celle des montagnes et des zones défavorisées", résume-t-il.

Globalement, il constate que peu mettent en œuvre les stratégies qui permettent aux petites fermes de survivre : diversification des cultures, passage en bio, labels de qualité, transformation des produits, ou vente directe.

"Les petits agriculteurs sont souvent isolés et peu formés", explique-t-il.

Il distingue cependant deux catégories :

"Les exploitants d'origine agricole, qui se maintiennent grâce aux aides "montagne" de la Politique agricole commune ; et une petite frange de néo-ruraux qui s'installent sur de petites surfaces en raison de la concurrence pour le foncier."

Dans la diversité des petites fermes, faut-il donc laisser tomber celles qui n'auraient pas le capital — éducatif, social, financier — pour faire évoluer leur ferme, et ne garder que les plus dynamiques ? Cela semble être la logique des politiques demandées par la FNSEA, principal syndicat agricole, et mises en œuvre par le gouvernement face à la crise agricole. Devant une masse de grandes fermes, les petites — plébiscitées par les consommateurs — serviraient avant tout de paravent bucolique.

Mais pour leurs défenseurs, les petites fermes sont indispensables. Du point de vue économique et social, elles sont créatrices d'emploi et d'activité (il y a souvent une aide de la famille).

"Elles maintiennent un paysage agricole plus diversifié, participent au maintien d'un tissu rural dynamique, pâturent et entretiennent des terres dans des zones difficiles. Dans certains lieux en montagne, si elles n'étaient pas là, il n'y aurait plus personne", explique Pauline Lécole.

Elles produisent plus avec moins, explorent la moindre parcelle de terrain disponible quand les grandes préfèrent se concentrer sur les parcelles les plus productives. "Souvent, la stratégie des petits agriculteurs est de diminuer les charges au maximum : chaque année ils vérifient leurs assurances, récupèrent les pots s'ils font du miel, par exemple, font eux-mêmes les réparations du tracteur. Il n'y a pas de petites économies", ajoute la doctorante.



Le champ de la petite ferme d'Isabelle Godard.

Du point de vue environnemental, les petites fermes ont plus de chances de favoriser la biodiversité.

"Si on a une trentaine de fermes plutôt qu'une seule, il y aura plus de fossés, de bords de champs, d'interfaces intéressantes du point de vue écologique", explique François Léger, aussi écologue.

"Autre avantage : elles peuvent plus facilement sortir du modèle industriel", poursuit-il.

Ou encore se transmettre aux jeunes agriculteurs.

"Il faut redonner confiance aux petites fermes"

Autant de services qui ne sont pas reconnus pas les politiques publiques.

"Au moins 80 % des aides versées à l'agriculture sont indexées à la taille des exploitations", regrette Michel Berocoirigoin, président de la Chambre d'agriculture alternative du Pays basque et militant de la Confédération paysanne.

"Dans les statistiques européennes, on ne garde que les moyennes et grandes fermes. Ce qui veut dire que les données sur la Politique agricole commune n'incluent pas les petites", confirme Pauline Lécole.

Comme Philippe Perrier-Cornet, elle juge nécessaire d'au moins maintenir les quelques aides que les petites fermes reçoivent — principalement celles destinées aux zones défavorisées en montagne —, et d'imaginer une répartition des aides qui leur serait plus favorable.

Du côté syndical, Michel Berocoirigoin plaide pour une majoration des aides aux premiers hectares, mais aussi pour la suppression des planchers d'accès à certaines subventions, qui excluent les

petites fermes, ou encore une adaptation des normes d'hygiène et de commercialisations pensées pour les plus gros.

Autant de sujets qui concernent l'Union européenne, où les discussions sont en cours pour définir la prochaine Politique agricole commune, qui s'appliquera à partir de 2020.

"Il faut redonner confiance aux petites fermes", dit le paysan.

► Lire aussi : [En agriculture, les micro-fermes ont un très grand avenir](#)

Source : Marie Astier pour *Reporterre*

Photos : © Marie Astier/*Reporterre*